

# Mérite et patronage en milieu " moderne ". Les rituels politiques de victoire et d'échec dans les universités italiennes

Guy Lanoue

Volume 23, numéro 1, 1999

Rites et pouvoirs

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/015577ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/015577ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (imprimé)

1703-7921 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lanoue, G. (1999). Mérite et patronage en milieu " moderne ". Les rituels politiques de victoire et d'échec dans les universités italiennes. *Anthropologie et Sociétés*, 23(1), 49–74. <https://doi.org/10.7202/015577ar>

Résumé de l'article

RÉSUMÉ

Mérite et patronage en milieu « moderne ». Les rituels politiques de victoire et d'échec dans les universités italiennes

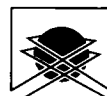
Cet article propose une réflexion sur les rituels de pouvoir dans les universités italiennes. L'analyse de tels rituels se base sur la ressemblance formelle (mais pas substantive) entre rituel et idéologie, chacun transportant, transmettant et inculquant un sens dont la portée est restreinte par le champ limité de référents disponibles pour chaque action, déclaration ou croyance. Un point secondaire que je tente d'établir est que les effets souvent attribués au rituel émergent autant du bas de l'échelle sociale que du haut, créés par les stratégies politiques d'individus qui cherchent à légitimer leurs positions en se situant eux-mêmes dans un discours (fabriqué) particulier dont les principales caractéristiques s'apparentent à celles du mythe : le rituel est, en général, auto-référentiel et sacrifie la précision du sens aux dépens de la congruence de ses composants, et, en tant que tel, son sens peut facilement s'appliquer à des contextes très différents les uns des autres. Finalement, je distingue la pensée stratégique utilisée à l'intérieur du champ rituel de la moralité.

Mots clés : Lanoue, rituel, politique, université, idéologie, Italie

# MÉRITE ET PATRONAGE EN MILIEU « MODERNE »

Les rituels politiques de victoire et d'échec  
dans les universités italiennes

Guy Lanoue



Quatre pères de l'Église se rencontrent au Paradis ; Marc dit : « J'ai suivi le Maître toute ma vie. J'ai même étudié des langues étrangères afin de populariser la Parole du Seigneur ». Mathieu interrompt : « Moi aussi. J'ai transcrit fidèlement toute la pensée de notre Seigneur ». Jean dit : « Hmm, c'est discutable, mais j'admets que tu étais un serviteur fidèle du Maître. Mais je pense que ma contribution à la Foi est plus originale. Les chercheurs en parlent encore aujourd'hui! ». Paul réplique : « Oui, oui, c'est peut-être vrai que l'Apocalypse est une création très originale, voire trop originale. Mais écoutez : non seulement j'ai transcrit les paroles du Seigneur, étudié plusieurs langues étrangères, voyagé à l'étranger et même géré l'Église dans une période difficile, mais j'ai aussi publié plusieurs textes très importants. Et ça compte pour rien! Cette espèce de con de Pierre n'a pas publié une seule phrase, ne parle aucune langue étrangère, n'a aucune expérience administrative, et a même trahi le Maître trois fois, et il a obtenu la chaire à Rome! ».

Plaisanterie dans les cercles universitaires italiens

Cet article propose une réflexion sur les rituels de pouvoir dans les universités italiennes. Dans ce contexte, j'entends par « espace rituel » le nombre limité de stratégies politiques liées à l'utilisation d'un discours particulier du mérite ; ces stratégies visent à accéder à la caste universitaire pour des raisons que ce texte éclaircira, mais que je peux d'ores et déjà esquisser en soulignant cette catégorie bien définie de l'espace social que sont le patronage et le clientélisme où s'exercent ces stratégies. Par rituel, j'entends une réduction de l'amplitude du champ sémantique qui se produit lors de répétitions de toutes sortes et qui provoque un accroissement de la charge sémiotique attachée aux segments de pensée ou d'action répétés. En d'autres termes, le choix limité de stratégies offertes aux candidats amène nécessairement une répétition qui transforme une série de valeurs liées, de façon métonymique, en un champ sémantique limité mais unifié de façon paradigmatique. Les sens des éléments constitutifs du champ (incluant le « mérite », la « démocratie », l'« accomplissement », l'« honnêteté » et l'« institutionnel ») deviennent liés en une formation discursive imperméable au décodage sémantique de ses composants individuels. Comme les actions et les gestes répétés qui définissent n'importe quel espace social ritualisé, ce champ sémantique devient un ensemble fini qui peut donner lieu à diverses interprétations, mais seulement en rapport à l'espace rituel du clientélisme. C'est dans cette optique que

j'entends m'inspirer de l'approche de Van Gennep qui appréhende le rituel comme un espace social « à part » (« *liminal* ») où les opérateurs symboliques (dans le sens de Turner) effectuent des changements sur l'individu qui occupe l'espace ; le rituel, dans ce sens, n'est pas le simple indice public d'un changement individuel de statut social mais un moyen de transformer l'individu, voire limiter les choix de légitimation qu'il utilise dans ses stratégies de positionnement social.

L'analyse des rituels politiques de l'université italienne se base sur la ressemblance formelle (mais pas substantive) entre rituel et idéologie, chacun transportant, transmettant et inculquant un sens dont la portée est restreinte par le champ limité de référents disponibles pour chaque action, déclaration ou croyance<sup>1</sup>. Cette restriction résulte de la manière dont le discours sur le mérite est invoqué et utilisé par les individus. Mon interprétation du rituel comme « drame » s'accorde avec celle de Turner dans *The Ritual Process* (1969), mais seulement dans le sens où le langage rituel de mérite exprime un aspect politique de la vie sociale. À la différence de Turner, je ne vois pas que la prétendue « opposition » entre les rituels *mafiosi* d'entrée dans la caste universitaire (le *communitas* de Turner) et les soi-disant normes sociales de mérite (utilisant le *civitas* comme signifié) créent un parallèle renforçant la vie sociale, sanctionnée par les « normes » officielles. Le rituel est, dans certaines conditions, un processus hautement individuel dont les signifiés auto-référentiels autorisent la création d'un espace restreint intégré dont la qualité abstraite permet à divers individus de développer des stratégies identitaires individualisées mais publiquement et socialement légitimées. En ce sens, la signification des symboles du rituel peut se situer en dehors de la charge sémantique du rituel proprement dit, point énoncé, évidemment, par Turner et que j'ai suggéré ci-dessus en attirant l'attention sur la qualité indéchiffable du champ sémantique à l'intérieur de l'espace rituel.

Un point secondaire que je tente d'établir à propos des rituels politiques dans ce contexte est que les effets souvent attribués au rituel — promouvant l'intégration sociale et l'harmonie ou le désamorçage des tensions au moyen d'un drame social — émergent autant du bas de l'échelle sociale que du haut, créés par les stratégies politiques d'individus qui cherchent à légitimer leurs positions en se situant eux-mêmes dans un discours (fabriqué) particulier dont les principales caractéristiques s'apparentent à celles du mythe tel que le percevaient Lévi-Strauss et Barthes : le rituel est, en général, auto-référentiel et sacrifie la précision du sens aux dépens de la congruence de ses composants, et, en tant que tel, son sens peut facilement s'appliquer à des contextes très différents les uns des autres. Contrairement à Turner pour qui la signification dépend de la manière dont les symboles sont utilisés et dont ils sont positionnés les uns par rapport aux autres, je suggère que le sens, un sens, comme le (ou un) rituel, n'est pas une précondition des choix stratégiques individuels mais plutôt le résultat. C'est pourquoi un des

1. À l'instar de Bloch (1989), je crois qu'il existe un lien précis entre l'idéologie et le rituel. Cependant, je ne tente pas d'attribuer l'origine de l'idéologie au rituel mais simplement d'examiner le rapport entre les deux.

points que je traiterai est la création de rituels par les catégories sociales « défavorisées » : ces individus limitent leurs choix afin de créer un espace où la légitimité de leurs revendications à la reconnaissance sociale (comme l'admission à la caste universitaire) ne sera pas rejetée, car ces revendications et leur interprétation de la part des professeurs ciblés par ces stratégies sont placées dans un espace auto-référentiel (et « mythique ») et donc à l'épreuve de critiques se basant sur d'autres dimensions de l'existence humaine — morale, émotive, psychologique, etc. Pour aborder ce problème, je situerai d'abord le patronage dans son contexte politico-étatique et discuterai ensuite des stratégies individuelles.

L'aspect particulier du clientélisme et de ses rituels dans le mythe identitaire italien va ici retenir mon attention. L'objectif poursuivi est d'aborder un des aspects de l'organisation sociale italienne, à savoir l'articulation politique entre les dirigeants et les dirigés qui existe sous couvert d'un mythe très italien (et très répandu) d'après lequel l'État et ses organes fonctionnent selon le principe du patronage. Je vais en particulier m'intéresser à la ritualisation des relations de pouvoir et aux dispositifs rhétoriques dans le contexte d'une institution qui joue un rôle important dans la synthèse et la confirmation de l'un des piliers de la vie politique italienne et de l'identité nationale : la compétition pour un poste au sein de l'État par le biais de concours gouvernementaux engageant une guerre rhétorique entre, d'une part, des mesures « objectives » de compétences techniques et, d'autre part, des relations patron/client « humaines » ou « mafieuses » (l'interprétation dépendant du succès ou de l'échec). Dans un sens, ce conflit est emblématique de la contradiction habitant la crise des obligations occidentales (surtout européennes du Nord) envers le rationalisme et les valeurs libérales (l'universalisme, les droits démocratiques) qui sont combinées à des pratiques restrictives (la bureaucratisation croissante) contre l'ensemble des habitants de ces États. Pourtant, de plus en plus de gens trouvent des champs limités de sens dans les idéologies étatiques et ressuscitent, ou trouvent, de nouvelles formes de socialité et de politiques basées sur des mythes localisés (ethnies et communautés virtuelles).

Ma propre recherche dans le système universitaire italien est basée sur l'observation participante. Enseignant pendant sept ans dans trois universités italiennes, j'ai naïvement participé (à savoir sans patron) au rituel de demande de candidature pour l'agrégation. Également membre marginal de la bourgeoisie italienne (par mariage), je connais dans divers domaines autant de patrons que de clients. Et, faisant partie du comité scientifique d'une revue savante italienne, je suis aussi un mini-patron mafieux. De 1986 à ce jour, j'ai parlé à des centaines de candidats et à des douzaines de patrons d'universités. La majeure partie des résultats de cette enquête est présentée ici sous la forme d'anecdotes volontairement vagues, afin de protéger l'identité des innocents et des coupables.

### **Situer les pratiques méditerranéennes : atavismes culturels et État**

L'approche anthropologique de l'Italie a souvent reposé sur le postulat de l'existence d'une aire culturelle unifiée, sans parler de l'idée d'une culture unie. Les traits culturels tels que l'honneur et la honte étaient considérés comme des

preuves de l'existence d'une tradition culturelle méditerranéenne<sup>2</sup>. La plupart des recherches concernant cette zone géographique se sont automatiquement référées à ces notions « pan-méditerranéennes » et ont cherché à expliquer leur mise en œuvre dans un contexte local. Pour Herzfeld (1987), la dominance de cette approche conventionnelle est liée à une forte tendance anthropologique à interpréter certains traits comme des survivances d'un passé préétatique (tendance qui est un reliquat de l'anthropologie évolutionniste du 19<sup>e</sup> siècle) : l'idéologie des États-nations de l'Europe du Nord fut la référence culturelle contre laquelle les anthropologues ont effectué la transformation de certains éléments « folkloriques » en atavismes lorsqu'ils ont été confrontés à des pays qui, comme l'Italie, possèdent des caractéristiques « modernes ».

Le folklore et les pratiques populaires devinrent les intérêts principaux de l'aire méditerranéenne même pour les anthropologues qui semblaient vouloir se distinguer des projets racistes de l'anthropologie évolutionniste : le primitif se transforma en « pré-littéral » et, plus tard, en « non occidental ». Mais ce processus de purification raciale aboutit, presque par défaut, à l'attribution d'une patine plus objective et apparemment plus scientifique aux concepts ayant survécu à la purge. La conséquence a souvent été le développement d'un nouvel essentialisme où les « primitifs », comme le dit Geertz (1983 : 75), ainsi que les cultures populaires, deviennent étiquetés par des versions culturellement modifiées des catégories idéologiques dominantes de l'Europe de l'Ouest : la parenté est « véritablement » une forme de politique en Afrique, le Kula « véritablement » la preuve de calculs économiques rationnels parmi les Trobriandais, et le patronage et le clientélisme une évidence de l'échec de l'État italien dans ses tentatives de mobiliser les icônes culturelles à ses propres fins politico-institutionnelles.

En outre, la tendance grandissante des années 1960 et 1970 d'assumer une attitude intellectuelle politiquement motivée contre les effets de l'hégémonie globale euro-américaine a favorisé une analyse marxiste des relations de classes qui a semblé fournir une réponse toute faite aux problèmes ethnographiques et théoriques du monde occidental. Pourtant, les limites analytiques des modèles de conflits de classes appliqués au contexte méditerranéen ont seulement renforcé l'orientation méthodologique vers l'étude des survivances. Et donc le patronage, pour prendre un exemple, était vu comme un élément qui avait survécu à ses origines paysannes et qui, d'une façon ou d'une autre, entachait les procédés de l'État moderne, suscitant des vides bureaucratiques et idéologiques qui, à leur tour, renforçaient un certain atavisme<sup>3</sup>. Il n'est guère surprenant que plusieurs études de l'après-guerre concernant l'Italie se soient concentrées sur de petits

2. En ce qui concerne la honte et l'honneur et leur importance pour l'anthropologie de la région méditerranéenne, voir Brandes (1987). Pour des exemples de l'utilisation à des fins politiques de tels concepts, voir Burke (1988 : 102), qui souligne l'antiquité de ces valeurs « méditerranéennes » dans une discussion de l'utilisation de la honte comme mécanisme de contrôle étatique. Cohen (1991 : 109-126) suggère que les deux traits datent de la Rome impériale. Les œuvres classiques sur la honte et l'honneur sont Peristiany (1966) et Campbell (1987). Pour des critiques, voir Gilmore (1987), de Pina Cabral (1989), Coombe (1990) et Giordano (1986).

3. Le même argument, par exemple, fut plus ou moins appliqué à la Mafia (Blok 1974).

villages paysans, des quartiers urbains marginaux ou sur les caractéristiques « folkloriques » de certaines aires marginales géographiques ou politiques<sup>4</sup>. D'ailleurs, bien que la vie locale soit économiquement et politiquement subordonnée au marché économique dominant, on a souvent suggéré que les valeurs « locales » résistaient d'une manière ou d'une autre à l'absorption dans un champ culturel plus vaste<sup>5</sup>. En fait, les sociétés méditerranéennes ont longtemps été engagées dans une matrice de relations étatiques sociales et politiques (elles ont même inventé ces formes!); combiné au sous-texte évolutionniste de l'anthropologie, cela a abouti à des études qui se sont souvent concentrées sur l'exotisme ou sur des aspects non étatiques « archaïques » des éléments sociaux et culturels au sein du domaine idéologique ou encore sur la culture locale en tant que forme de résistance au contrôle étatique<sup>6</sup>.

Que ce soient des survivances ataviques ou des marges modernes ressentant le fait d'être l'Autre globalisé et exotique de l'Ouest (Kearney 1996), les « paysans » ou les problématiques « paysannes » ont dominé les études méditerranéennes<sup>7</sup>. Il y a, bien évidemment, des paysans en Italie, à en juger par le point de vue de mesures « objectives » communément invoquées et d'étiquettes auto-identifiantes. Pourtant, considérer les institutions italiennes comme descendant d'un passé « paysan » et donc incompatible avec la modernité de l'État-nation et de ses pratiques weberiennes institutionnalisées et dépersonnalisées, cela est une position ridicule, réductionniste et simpliste qui vient s'ajouter à la vision exotique, tout comme le corollaire selon lequel l'Italie est un pays industriel moderne qui a conservé de son passé paysan certaines coutumes pittoresques et charmantes.

L'industrialisation italienne eut lieu ni plus tard, ni à un moindre degré que dans les autres nations naturellement qualifiées d'« industrielles ». Et bien que les destructions de la Seconde Guerre mondiale ainsi que les relations particulières entre l'État et l'industrie soient certainement responsables du sous-développement du sud et de réformes agraires en faveur du Nord industrialisé jusqu'aux années 1960 et même au-delà, l'Italie possède aujourd'hui la cinquième capacité industrielle du monde. Mais ce qui est encore plus révélateur que les mesures économiques de création de l'État italien, c'est le fait que les politiciens et citoyens italiens ont inventé le mythe de l'Italie : une construction unique et fascinante imperméable aux caractérisations et analyses faciles. Cet exemple particulier,

- 
4. À propos du rôle de la théorie dans le développement de l'anthropologie méditerranéenne (dans le contexte d'une critique de F. Bailey), voir Albera (1988). La division entre l'« ethnologie » et l'« anthropologie » dans le monde universitaire italien a aussi contribué à l'importance des survivances, souvent interprétées dans un cadre marxiste.
  5. Voir, par exemple, Pardo (1989), qui décrit les pratiques et les croyances mortuaires comme étant « déracinées » du contexte social, et Belmonte (1979), dont la description d'un quartier napolitain est certainement romantique : la pauvreté et la marginalité semblent conférer une plus grande dose d'humanité à ses sujets.
  6. Discipline relativement neuve, son développement a été retardé par manque de formation professionnelle, ainsi que par des barrières idéologiques et linguistiques ; voir à ce propos Saunders (1984) et Remotti (1986).
  7. Silverman affirme (1975 : xi), par exemple, qu'elle a explicitement cherché à situer sa recherche dans un lieu « that had retained at least the main outlines of traditional culture ».

comme tous les mythes, possède ses propres rituels qui expriment et valident les valeurs présentées dans le mythe<sup>8</sup>.

### Patrons et clients : le mérite comme discours

Si l'aspect moderne « européen » de l'Italie a une petite influence sur la théorie anthropologique, l'anthropologie n'a de prime abord que peu à offrir aux chercheurs qui analysent la vie italienne. Cela m'a frappé quand j'ai tenté d'analyser le système du *concorso* (« concours », *concorsi* au pluriel), caractéristique de la vie italienne moderne, qui joue un rôle important dans les discours publics de positionnements politiques ainsi que dans les stratégies de mobilité sociale, économique et politique des classes moyenne et inférieure. En Italie, il n'est pas considéré comme paradoxal que la mentalité bureaucratique subventionnée à des fins électorales, qui répartit les emplois selon une politique strictement partisane (*lottizzazione*, « divisé en lots », « réparti en zones »), puisse tranquillement coexister avec un instrument de sélection « démocratique », « équitable », qui dit opérer sur la base du mérite. En fait, la distance conceptuelle entre les croyances résolument weberiennes et les pratiques plutôt machiavéliques constitue le pivot du mythe identitaire italien en permettant aux individus de développer des stratégies explicites de positionnement social sans faire outrage aux lois et à la moralité. Ces stratégies invoquent la manipulation des légitimations explicites qui deviennent une partie du mythe identitaire ; plus spécifiquement, les Italiens sont passés maîtres dans l'art des « tours de passe-passe » et dans leur capacité à trouver des issues brillantes et inventives à des situations chaotiques et ingouvernables<sup>9</sup>.

La réponse standard offerte parfois par les anthropologues, selon laquelle l'idéologie « masque » la vérité en faveur d'une élite dirigeante, est démentie par le système très persuasif du *concorso* — tous admettent que les règles reposent davantage sur « qui vous connaissez » que sur « ce que vous êtes » et la plupart des gens, incluant ceux qui bénéficient d'une interprétation libérale des règles objectives, dénoncent que les critères objectifs ne sont pas respectés. Et pourquoi une élite corrompue, si nous acceptons qu'elle soit, d'une manière ou d'une autre, capable de contrôler l'idéologie étatique, s'inquiéterait-elle de dissimuler ses

- 
8. L'importance de la « tradition » dans l'anthropologie méditerranéenne, en dépit des transformations massives qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, semble avoir eu comme résultat une incapacité à affronter la réalité italienne. Par exemple, dans les deux ouvrages collectifs classiques de Peristiany (1966) et de Peristiany et Pitt Rivers (1992), seule une des dix-sept communications discute de l'Italie, et encore, seulement de la Sicile — région considérée comme la plus « arriérée ». Le ton utilisé par l'auteur semble situer la Sicile dans un espace-temps a-historique (Di Bella 1992).
  9. Voici d'autres mythes nationaux identifiés par Pandolfi : 1) l'Italie de l'invention et du génie individuel qui sont les contreparties de l'absence d'institutions « weberiennes » ; 2) une philosophie politique paradoxale qui se manifeste dans un mélange de républicanisme du siècle dernier et de démocratie-chrétienne à notre époque ; 3) un discours politique qui a tendance à se manifester en utilisant des termes souvent associés à la moralité individuelle (l'honneur, le sacrifice, l'honnêteté) plutôt que des termes invoquant le corporatisme étatique (héritage linguistique et ethnique exprimé comme la pseudo-parenté) ; voir Herzfeld (1992).

manœuvres sous une rhétorique « démocratique », alors qu'elle est si bien installée au pouvoir (les chrétiens-démocrates ont gouverné l'Italie de 1948 à 1993) qu'elle peut manipuler à son gré les mythes de légitimation ? Bien sûr, il se peut qu'elle soit au pouvoir en raison de la façade fournie par le système démocratique du recrutement institutionnel, mais il est tout aussi probable qu'elle y ait accédé parce que des individus qui constituent l'élite savent comment utiliser à leur avantage l'appareil symbolique qui détermine le fossé entre la « pratique » et la « théorie ». La définition de la « corruption », comme celles de la « compétence » et de l'« honnêteté », dérive d'une idéologie particulière de classe qui est localisée de manière très particulière en Italie. Elle ne s'applique, tout comme la notion associée de l'individu mal socialisé et donc malhonnête, que si nous acceptons l'idée puérole que l'organisation sociale est structurée et imposée du haut vers le bas.

Le discours idéologique d'une méritocratie s'est répandu après la Seconde Guerre mondiale (1948, naissance de la République), particulièrement dans les réformes agricoles qui redistribuaient les terres à ceux qui y travaillaient, marquant ainsi la fin, sans le rendre illégal, du système de *mezzadria* (le métayage). La rhétorique du mérite prit de l'ampleur alors que l'ancienne hiérarchie politique faisait place à une nouvelle élite plus technocrate. La transformation rapide de l'agriculture en une économie industrielle d'après-guerre facilita l'expulsion des ex-fascistes du pouvoir politique et la création subséquente de postes pour ceux dont le capital politique reposait sur leurs compétences supposées dans les sphères économique et politique ; il s'agissait en fait de leur capacité à maîtriser la rhétorique du mérite « objectif », plutôt que leur obligation idéologique envers le fascisme. Dans une certaine mesure, il y avait un remplacement d'élites, la nouvelle élite recrutant des membres dans ses propres rangs culturels, ou parmi des individus que le statut marginal rendait plus dépendants du nouveau pouvoir. Le « miracle économique » des années 1960 et le rapide déclin du secteur agricole, associés aux purges idéologiques de l'ère post-fasciste (qui continue à ce jour), garantissaient que la plupart des individus ne possédaient pas le capital social nécessaire pour jouer le jeu de l'avancement et devaient donc opérer sous la protection des « élites » qu'ils durent légitimer et placer au pouvoir afin d'assurer leurs propres stratégies de positionnement.

Cependant, le développement de cette rhétorique particulière du mérite ne peut être entièrement attribuée à l'arrivée au pouvoir d'une élite émergente ; certains éléments des anciennes élites étaient parfaitement capables de faire la transition d'un pouvoir rural à un pouvoir industriel orienté vers les services ; la Mafia, par exemple. En bref, les rhétoriques « nationales » du mérite n'étaient pas explicitement reliées à une élite particulière mais plutôt à un besoin d'un champ neutre où certaines contradictions politico-idéologiques peuvent être résolues : la droite fasciste contre la gauche anti-fasciste ; la compétitivité industrielle contre la tradition agraire ; les propriétaires aristocrates contre les paysans ; les propriétaires terriens contre les « sans terre » (cette catégorie inclut beaucoup de paysans) ; l'Église contre la modernité (menant une étrange mésalliance avec les fascistes alors qu'ils invoquaient un retour rhétorique aux traditions impériales) ; les ouvriers contre la bourgeoisie ; le Nord contre le Sud ; et ainsi de suite.



Dans les années 1960 et au début des années 1970, eut lieu une guerre rhétorique, plus ou moins identique à la première, qui tenta de remettre en question les hiérarchies culturelles indélogeables, alors que le gouvernement reconnaissait et affrontait le problème d'institutions politiques et sociales anachroniques tout en se saisissant du mécontentement social (« *gli anni di piombo* », « les années [de balles] de plomb », référence à l'activité terroriste des extrémistes de droite comme de gauche) ; c'était pour lui un moyen de justifier leur présence grandissante dans les institutions auparavant locales. Cela résulta en un « remous » relativement mineur parmi les élites de certaines professions et classes, causé par des arrivistes dont les revendications de légitimité politique reposaient sur leur capacité à faire appel à une idéologie qui valorisait la performance sociale dépersonnalisée et « objective » plutôt qu'un statut culturel local, même si certains éléments de ce discours existaient certainement dans leur forme moderne, au moins depuis le libéralisme de l'État du siècle dernier.

Dans les deux dernières décennies, ce changement est sans doute exceptionnel pour les Italiens puisqu'il représente clairement une stratégie du « haut vers le bas » pour élargir le pouvoir des politiciens et bureaucrates. En effet, les résultats postélectorales de 1994, accompagnés de quelques flirts occasionnels avec la Droite, représentent, selon moi, un retour à un modèle italien plus courant de changements d'élites à l'intérieur d'un champ de clientélisme culturellement unifié. Et, au moment même où j'écris, le Centre en grande partie gauchiste a dû encaisser, en 1998, un important succès de la Droite aux élections régionales du Nord de l'Italie.

Ce que j'essaie de démontrer dans cette discussion forcément superficielle est que le système politique, dans une certaine mesure, est « poussé » par le bas. C'est le besoin d'une légitimité culturelle des clients autant que des patrons qui conduit chacun à rechercher de plus en plus de pouvoir (bien que le pouvoir soit sa propre récompense, puisqu'il y a beaucoup de mécanismes religieux et idéologiques purement homéostatiques qui valident leur quête de l'auto-agrandissement). Les stratégies et les cibles diffèrent pour les clients et les patrons mais le discours reste le même : les clients font pression sur les patrons, mais les patrons font pression sur les ressources étatiques ; ils doivent par conséquent recourir à leurs mérites impersonnels pour accéder aux ressources financières de l'État, alors que les clients locaux doivent s'engager à montrer que le mérite est la face publique d'une relation d'obligation qui est, en fait, personnalisée — sinon le patron risque des accusations d'être « trop » patron envers une clientèle trop restreinte.

J'avance en fait deux éléments : non seulement le système est « poussé » par le bas, mais de plus, le résultat de la recherche de pouvoir doit être publiquement validé ; l'objectif est en effet de créer un champ commun de discours inattaquable pour les dirigeants et les dirigés, un forum où les métaphores de même origine accueillent des objectifs radicalement différents : les clients font serment d'allégeance (à contre cœur) à l'« un d'entre eux » pour des raisons d'intérêt personnel (accès à des institutions publiques), mais « leur » patron emporte l'engagement de ses clients locaux hors du système local pour le bénéfice supposé de la collectivité. Le drame des négociations pour le pouvoir entre le patron et ses clients doit

être rendu public si le patron veut conserver sa réputation de courtier (« power broker ») et si les clients veulent rester en mesure d'exercer une pression sur le dirigeant pour plus de bénéfices et une sécurité continue : un patron qui tombe en disgrâce entraîne avec lui ses partisans comme on a pu le constater lors des procès de la corruption italienne (*mani pulite*, « les mains propres ») au début des années 1990. En outre, le choix de la validation publique peut ne pas dépendre du patron : lorsque quelqu'un s'attache publiquement à un patron, cette attestation publique de loyauté oblige celui-ci à s'acquitter de sa « dette » — à défaut de quoi il sera considéré comme un avare (c'est-à-dire que l'incapacité de payer est vue comme un signe de faiblesse). Mais de plus, le client peut aussi « établir » un patron ou au moins accroître son pouvoir vis-à-vis des autres patrons (plus un patron a de clients, plus il a de pouvoir). L'objectif d'une rhétorique basée sur le mérite est de permettre au futur client de légitimer sa revendication de filiation au patron tout en soulignant la réputation des deux participants à cette danse de pouvoir : la sienne, évidemment, et celle de son patron, qui, au vu et au su de tous, s'engage simplement à aider quelqu'un de méritant.

### Clients et patrons : le mérite comme stratégie

Afin d'obtenir et de maintenir leur pouvoir, les patrons italiens doivent tenir leurs promesses, ou au moins en avoir l'air — certains emplois doivent être créés et alloués. Leur compromis fait intervenir une relation autre que purement pragmatique : ils doivent d'une certaine façon réconcilier les réalités d'un système de patronage manifeste et éhonté avec un discours idéologique qui s'appuie sur un mérite dépassionné et objectivement mesuré. Pour ce faire, il faut recourir à divers ajustements et manœuvres. Dans *The Politics of Culture*, Brett Williams (1991 : 2) se demande « How do elites invent and inscribe cultural meanings that ordain fractured political realities ? ». Je voudrais inverser la question ainsi : comment les réalités politiques scindées inventent-elles et inscrivent-elles des sens culturels (communs) qui créent et légitiment un discours élitiste, permettant une certaine marge de manœuvre et créant donc un espace d'autonomie locale ? Plutôt que la honte et l'honneur, je pense que la véritable dynamique engagée dans ce micro-niveau — même dans les situations où l'honneur et la honte sont des éléments rhétoriques spécifiques — est la façon dont les concepts d'individualité et de collectivité sont fixés par les pratiques sociales et les discours idéologiques.

Pourtant, le problème ethnographique demeure plus complexe. Une collectivité culturelle appelée Italie n'existe pas plus comme État-nation aujourd'hui qu'il y a 500 ou même 150 ans. Il y a bien sûr un état centralisateur appelé « Italie » qui s'approprie le pouvoir légitime et certaines similarités culturelles partagées entre plusieurs régions. On peut se demander si une Italie clairement identifiable existe, au sens d'un espace socialement et politiquement unifié incluant et conciliant des différences « subordonnées » de classes et d'ethnies ou jouant le rôle de médiateur lorsque différents réseaux ou groupes luttent pour le pouvoir — comme il est dit à propos de la formation d'États modernes tels que l'Angleterre et les États-Unis. En fait, ces catégories « subordonnées » ou de niveau inférieur, fussent-elles une région ou une classe, sont l'Italie. Malgré (et à cause de) quarante-cinq ans

d'hégémonie chrétienne-démocrate, il n'y a pas qu'un centre de pouvoir en Italie, et considérer la culture italienne comme étant économiquement et financièrement contrôlée par une poignée d'élites financières en cheville avec leurs comparses politiques revient à se faire une fausse représentation et à surestimer leur influence<sup>10</sup>. Peut-être y a-t-il eu, brièvement, dans les années 1950, quelque chose comme une idéologie populaire étatique aussi longtemps que le parti communiste (qui était, pour les classes et les groupes marginalisés, la forme principale d'expression politique) exprimait encore des politiques stalinienne et soviétique, avec suffisamment de vigueur pour être perçu comme « l'ennemi de l'intérieur » dont les menaces légitimaient l'État. Mais les soulèvements de la fin des années 1960 ont créé de nombreux changements ; ils ont amené le parti communiste à établir un nouveau dialogue avec l'État dans les années 1970 et à se faire reconnaître comme l'éminence grise de la politique italienne.

Après les années 1970, le patronage qui fut, au niveau local, un contrôle à sens unique du haut vers le bas se transforma en chemin qui passait par Rome sans pour autant y aboutir. En effet, cela ne conduisit à rien — la dyade locale patron-client requérant un vis-à-vis généralisé et amorphe (c'est-à-dire ritualisé) de façon à ce que les deux parties négocient une relation contractuelle (implicite), puisque les biens et services, disponibles et convoités par l'autre, échappent souvent au contrôle direct des deux parties.

Alors que les élites locales perdirent leur base de pouvoir à la suite du développement de l'idéologie étatique et nationaliste italienne (qui, une fois encore, utilisait un discours de mérite impersonnel et anti-familial de façon à justifier son emprise bureaucratique sur les intentions de vote au niveau local) et que de nouvelles élites émergèrent, des contrastes régionaux sont aussi apparus dans le vide politique et social qui s'ensuivit ; contrastes qui permettent particulièrement d'exploiter la division cautionnée par l'État entre le Nord et le Sud. Ce processus a été favorisé par les conditions inhabituelles qui dominèrent ces vingt dernières années quand l'élément contractuel de la relation patron-client pencha en faveur de l'élite dirigeante.

10. En fait, le mythe d'élites puissantes est popularisé par des factions afin de créer une arène sociopolitique où elles peuvent consolider leur pouvoir en adoptant la position rhétorique selon laquelle elles sont engagées dans une lutte contre « le » pouvoir hégémonique et oppressif de l'État. Le patronage romain est aussi le résultat d'une dynamique semblable : il émergea dans le vide créé par l'affaiblissement de l'administration centrale. Cependant, le patronage se basait sur *fides*, et le statut du patron devait être confirmé par un témoignage public (Roniger 1983). Cela montre que les patrons et les clients peuvent collaborer, idée explorée par Korovkin (1988) dans sa description du patronage en Basilicate (ici, ils collaborent afin d'exploiter l'État). Le patronage est un trait problématique seulement si le postulat de limitations des ressources est accepté (voir Foster 1965) ; à propos de la survivance de ce trait parmi les élites contemporaines, voir Theobald (1983). Cependant, je pense que le patronage existe puisque les riches et puissants s'engagent dans une compétition selon les règles établies par les moins favorisés — ces derniers accordent une légitimité aux stratégies de positionnement des élites culturelles afin de leur permettre d'obtenir les « restes » (et ceux-ci peuvent être considérables : un sondage du gouvernement montre qu'il y a plus de personnes recevant des pensions du gouvernement qu'il n'y a d'employés salariés).

Comme le déclare Forgacs (1990 : 20), dans le contexte d'une discussion sur la réforme de l'éducation de 1859, « The blanket application of a unitary piece of legislation to a heterogeneous national reality in fact served to exacerbate existing inequalities », car, comme il le soutient, la législation globale, basée sur un seul principe abstrait (d'égalité dans ce cas) plutôt que sur des nécessités pratiques, a permis d'ignorer les conditions locales et de centraliser le pouvoir. Depuis la naissance de l'État-nation, la législation italienne reflète généralement cette approche, peut-être parce que les politiciens qui la formulaient étaient, depuis le début, efficaces dans un théâtre politique dont la rhétorique était définie comme « nationalisante » mais non localisée<sup>11</sup> ; peut-être à cause de la nature particulière des rapports semi-féodaux entre l'urbain (l'État) et le rural (qui, depuis l'époque classique, a vu la campagne comme une extension de la cité-État) ; peut-être à cause des différentes aspirations politiques des États piémontais et pontificaux au début du dix-neuvième siècle ; peut-être parce que les idées de pragmatisme et de compromis politiques sont trop profondément enracinées dans la culture locale des Italies ; ou peut-être parce que plus les termes de la législation sont idéalisés et abstraits, plus grandes sont les possibilités, pour des individus déterminés, d'accroître leurs bénéfices en évitant les trajectoires quelque peu limitées qui, en fait, sont conformes aux valeurs idéologiquement sanctionnées du mérite et de la performance.

Quelle que soit la raison, les politiques de la méritocratie italienne moderne sont loin d'intégrer une lutte entre les intérêts « nationaux » et les éléments « traditionnels » (lire « arriérés ») locaux. En fait, chaque faction ou groupe, favorisé ou désavantagé selon les circonstances, utilise la même idéologie « nationale » du mérite pour affermir sa position, car c'est précisément un discours qui n'appartient à aucun groupe ni aucune classe en particulier. Comme le dit Silverman (1975 : 7) dans le contexte de sa discussion sur l'étalement idéologique de la *civiltà* dans l'Italie du centre, « [s]o long as the ideology is not too carefully spelled out, it can serve very different ends ». Ainsi, le discours de la méritocratie se renforça à mesure que les élites locales étaient exclues du pouvoir par les politiciens romains dans les années 1970 ; les cadres défavorisés (les patrons locaux et leurs clients) saisirent les idéaux de l'anti-patronage gauchiste dans une tentative désespérée de résister à la domination et, une fois de plus, de créer un point d'entrée dans le système. Plus les élites romaines utilisèrent un discours restreint du nationalisme abstrait — invoquant les figures rhétoriques classiques du sang et de la filiation agnatique, bref, inventant un passé glorieux à partir d'un présent imaginaire marqué par la bureaucratisation totale de la vie — plus les catégories exclues invoquèrent un discours de mérite qui définissait un champ d'action sociale limité et donc ritualisé<sup>12</sup>.

11. Pas surprenant, étant donné que l'État italien du 19<sup>e</sup> siècle tentait d'incorporer des régions semi-indépendantes souvent dominées par des élites étrangères. La situation était complexe à cause de l'opposition de l'Église aux nationalistes.

12. Déclenchant une lutte politique pour les marges devenues gauchistes et lançant le système de contrôle de votes utilisé par les Démocrates-Chrétiens dans les années 1970 et 1980 : créant des listes énormes de candidats, ils inclurent plusieurs noms des membres du parti sans avoir

Ce que je viens de décrire ici est un jeu entre les différentes rhétoriques locales qui se situent dans le champ (relativement) neutre du discours nationalisant de la méritocratie. Les mêmes considérations — particulièrement le développement d'une idéologie politique abstraite et de « couverture » — s'appliquent tout à fait aux personnes tentant de pénétrer le système de caste universitaire.

## Le *concorso* dans la vie quotidienne

Officiellement, le *concorso* est un instrument ou un système que le gouvernement italien utilise pour remplir les postes de sa bureaucratie — bien que n'importe quelle compétition formelle pour un emploi entre dans cette rubrique. Son importance dépend du fait que l'Italie est un pays aux contrastes extrêmes : on estime qu'un quart de l'économie est souterraine (c'est-à-dire que les employeurs et les travailleurs autonomes ne payent pas d'impôt ni de cotisations sociales au gouvernement), alors qu'à l'autre extrême, le pays a une très forte proportion de bureaucrates qui, parfois, se servent de leur position officielle pour blanchir de l'argent qu'ils gagnent dans un secteur non déclaré. En plus de l'administration publique, des travailleurs postaux, de quelques cadres bancaires, des pompiers, des employés de chemins de fer, des enseignants et des professeurs d'université, des millions de travailleurs sont sujets aux *concorsi*. Les autres catégories d'emplois non gouvernementaux, comme les journalistes et les médecins, doivent également passer un *concorso* pour obtenir certains bénéfices. Dans un pays où les salaires officiels sont généralement bas, les taxes élevées et la bureaucratie inefficace, un poste obtenu par *concorso* offre à l'individu son propre pouvoir local, ainsi qu'une identité sociale et politique. Beaucoup se servent de leur emploi issu du *concorso* officiel pour cacher de l'argent liquide gagné sur le marché noir ou semi-officiel ou pour abuser de leur influence et de leur pouvoir personnel en refusant de faire leur travail correctement afin d'encourager des pots-de-vin, et ainsi de suite. Un poste officiel comblé par le système de *concorso* n'est jamais perdu : à la suite des contrats sociaux des années 1970 qui ont résulté des soulèvements populaires de la décennie précédente, les professions syndicales et gouvernementales devinrent des postes à vie.

La bureaucratisation par l'entremise du *concorso* est appuyée par le fait que, en tout état de cause, le pays est une république fédérale sans véritables provinces (ce sont plutôt des unités administratives) et sans système de tension structurale équilibrée basée sur la division des pouvoirs qui permettrait une vérification et un contrôle formel de chaque branche du gouvernement (absence qui explique la tolérance étatique pour le clientélisme). De plus, tous les gouvernements italiens, depuis 1948, ont suivi la même politique sociale-démocrate d'intervention directe dans l'économie ; les services et la plupart des industries sont dirigés par des

---

l'intention que ces derniers se présentent aux élections. Donc, l'organisateur local disait aux membres d'une famille de voter pour les candidats numéro 1, 3 et 62 de la liste, et à une autre de voter pour le 1, 3 et 63 et ainsi de suite, les candidats 1 et 3 étant les vrais candidats et le 62 et 63 les faux candidats. De cette façon, il pouvait compter le nombre de votes pour les faux candidats et savoir si les membres d'une maisonnée avaient oui ou non voté selon les ordres du parti.

délégués de l'État. Et, comme je l'ai déjà mentionné, dans une lutte purement partisane pour des votes, tous les grands partis politiques ont politisé le plus d'aspects de la vie économique et sociale possible, de manière à augmenter le nombre d'emplois « en or » récompensant la fidélité politique de leurs membres : les banques d'État, la santé publique, Alitalia, les télévisions d'État et les administrations d'universités sont toutes gonflées de nominations politiques à tous les niveaux, du président au concierge. De tels candidats sont rarement recrutés à l'intérieur de l'organisation elle-même, attestant ainsi que la méritocratie est un réseau de personnes qui utilisent le discours du « mérite » pour camoufler la nature politique de leur nomination. Mais ils ne peuvent ni ne veulent le dissimuler complètement puisqu'ils doivent continuer d'agir en tant que courtiers de pouvoirs politiques qui sont capables d'agir comme voies d'accès aux patrons plus puissants afin de protéger leur propre position dans le système de pouvoir<sup>13</sup>.

Nous ne nous attendions pas non plus à ce que les professeurs d'université, ainsi que les autres intellectuels, soient exemptés de ce processus de bureaucratization. Il y a plusieurs raisons à cela, une des principales étant la démystification de l'activité intellectuelle par beaucoup d'« intellos » gauchisants des années 1970 qui, à maintes reprises, s'identifièrent à la classe ouvrière et, de ce fait, cédèrent leur position culturelle de classe privilégiée dans la hiérarchie des statuts. En termes pratiques, cela était relié au mouvement d'éducation populaire. La création de nouvelles universités ainsi que, dans les anciennes, de nouveaux postes, entraîna un mouvement vers le bas du niveau de la classe d'origine de beaucoup de professeurs — dans le passé ces arrivistes auraient été considérés comme inadaptés à cause de leur classe sociale ou de leur situation financière<sup>14</sup>. En général, dans le système universitaire, il y a eu un glissement de la classe moyenne supérieure vers la classe moyenne inférieure. L'éducation de masse et les ambitions menèrent, dans les années 1970, à une surproduction de « travailleurs intellectuels » (Forgacs 1990 : 164-165) qui, plus tard, furent engagés dans une forte compétition pour les postes à pourvoir. Dans un sens, les professeurs d'université dévaluèrent leur statut culturel en faveur de gains salariaux et de plans de retraite. Et comme dans les autres domaines du secteur public, plus grande était la compétition venant du bas, plus fort souffla le vent éphémère du mérite. En bref, une fois que les barrières de l'adhésion à la caste universitaire furent affaiblies, les nouveaux intronisés renversèrent une culture de privilège tout en maintenant la

13. Et pour chaque position au sommet de la méritocratie, il y a des centaines de positions considérées comme des primes légitimes dans la loterie politique : *bidelli* (apparaiteur), *uscieri* (concierges), *assistenti*, et le *portaborsa*, qui n'a besoin d'aucune traduction. Cette dernière position est un des assistants aux députés : ceux-ci gagnent approximativement 10 000 \$US par mois et les *portaborse* 2 500 \$. Ces chiffres correspondent aux salaires après les retenues, comme c'est l'habitude en Italie. *Portaborsa* est devenu l'icône linguistique d'un client particulièrement servile.

14. Avant les réformes de 1981, les candidats à l'agrégation devaient souvent travailler gratuitement pendant quelques années. Seules les personnes issues de la classe aisée pouvaient se permettre une carrière universitaire. Même après les réformes, l'inefficacité de la bureaucratie a pour résultat que les professeurs doivent souvent attendre longtemps pour toucher leur salaire : sept mois dans mon cas, à l'Université de Rome.

fiction que le système était effectivement ouvert à tous. Encore une fois, la rhétorique du mérite était utilisée à bon escient. Comme je l'ai entendu dire de la part de jeunes professeurs « dans le système », peu importait aux vieux *baroni* (« barons ») si untel était excellent, du moment qu'il possédait une certaine « culture » (de classe, évidemment) ; mais maintenant, depuis que n'importe qui peut acquérir un niveau d'éducation universitaire, la « culture » s'acquiert en prenant un poste de professeur.

Étant donné l'importance du *concorso* pour la classe moyenne, je voudrais décrire son déroulement pour les classes inférieures du système universitaire italien, avec une attention particulière pour l'interaction entre un discours de mérite et les politiques traditionnelles de patronage ; cette interaction consiste en un nombre limité de stratégies bien connues. Je montre que le concours prend l'apparence d'un rituel au sein d'un discours de mérite « objectif » et « scientifique » et que la ritualisation semble valider et concrétiser une fiction rhétorique, créant alors un nouvel espace social dans le milieu de vie universitaire qui n'a jamais été autant politisé.

Il est peut-être puéril de montrer ce qui est évident, mais si le système était effectivement basé sur le mérite, on pourrait alors s'attendre à voir émerger des pratiques en rapport avec cet idéal. Mais la classe universitaire italienne, en particulier dans les disciplines relativement nouvelles des sciences sociales, est orientée, fait connu, vers des aspirations particularistes plus qu'universalistes : peu d'universitaires parlent des langues étrangères et encore moins écrivent dans des revues internationales ou de renommée nationale. En fait, le champ discursif du mérite et la reconnaissance « tacite » et « privée » des valeurs du patronage sont deux énoncés de la même dynamique, à savoir qu'un faible *civitas* force l'individu à créer son propre espace de bonheur et de succès.

## La genèse du *concorso*

La procédure universitaire du *concorso* est si complexe que, pour citer Clark (1977 : 97), « [...] it defies full description »<sup>15</sup>. Depuis, les règles formelles ont changé au moins deux fois mais de façon particulière (italienne ?), c'est-à-dire sans se défaire tout à fait de l'ancien système. De plus, chaque régime est perpétuellement reconsidéré alors que les règles qui le composent sont, l'une après l'autre, compromises dans la guerre rhétorique entre le mérite et le patronage. Une des principales caractéristiques de ce système est que la bureaucratie ministérielle, selon la loi, ne peut pas entièrement contrôler les échelons inférieurs des universités. La gestion et les procédures administratives sont spécifiées par le ministère, mais les doyens sont élus par les professeurs, situation qui est restée inchangée depuis le milieu des années 1970. Il y a donc un point de rupture dans la poursuite du pouvoir qui autorise, légitime, et même nécessite des négociations et des échanges de pouvoir non seulement du haut vers le bas (les doyens et les

15. Voici une autre description du système de la part d'un professeur italien (Simone 1994 : 55, ma traduction) : « Cela consiste en une thématique tellement compliquée [qu'] il est absolument impossible de l'expliquer à un collègue étranger ».

doyens potentiels faisant des promesses pour recueillir des votes), mais aussi du bas vers le haut : des professeurs tentent d'accéder au pouvoir ministériel en suivant des voies officiellement et formellement bloquées (car ils doivent se conformer à la chaîne de commande infinie de la bureaucratie) par des petits bureaucrates qui détiennent beaucoup moins de pouvoir et possèdent un statut culturel et social bien inférieur aux leurs. Au milieu des années 1970 « the key linkage [was] provided by the professor's placement of his assistants at other universities » (Clark 1977 : 82) — les autres universités signifiant ici d'autres manières d'atteindre les contacts nécessaires. Cette description est toujours d'actualité même si, aujourd'hui, les assistants en tant que tels ont été remplacés par d'autres catégories de subordonnés (*lettore, ricercatori, culture della materia*).

Le *concorso* auquel j'ai participé était annoncé dans la gazette officielle du gouvernement en mars 1990. La date limite d'inscription était juin, car ce *concorso*, comme tous les *concorsi* gouvernementaux, suivait des règles strictes de publication et d'inscription. La date limite légalement définie est de 90 jours après la publication de l'annonce dans la *Gazzetta Ufficiale*. Pour ce cas-ci, des rumeurs circulaient dans la communauté universitaire selon lesquelles la date limite d'inscription serait retardée. Un mois plus tard, cette dernière était effectivement repoussée à décembre. Entre temps, le nombre de postes à pourvoir en anthropologie était passé de sept à dix<sup>16</sup>.

Au 30 décembre, il y avait des milliers de candidatures dans toutes les disciplines (131 en anthropologie), et trois tables furent installées dans le sous-sol de l'énorme ministère de l'Instruction publique (aujourd'hui le ministère des Universités) afin de s'occuper des candidats qui avaient attendu la dernière minute pour s'inscrire (et qui, comme nous le verrons, avaient de bonnes raisons de le faire). Trois personnes étaient assignées à chaque table. Deux étaient assises : la première recevait les candidatures, contenues dans deux enveloppes (le dossier d'inscription dans la première et une copie des publications du candidat dans l'autre), tandis que la deuxième personne donnait un reçu aux candidats. La troisième personne, quant à elle, se tenait disponible avec un chariot contenant les publications des candidats. Les chariots furent rapidement remplis avant d'être emmenés par des assistants dans des couloirs sombres menant aux ténèbres d'une quelconque salle de rangement. Des centaines de candidats entraient et sortaient rapidement, serrant leur reçu, probablement soulagés d'avoir survécu à ce château kafkaïen de la culture.

## La mise en scène : formation des stratégies

Un étudiant qui désire réaliser une carrière universitaire n'obtient généralement pas de poste tout de suite après l'obtention de son diplôme. Étant donné que

16. Un ministre voulait que son neveu gagne le concours et utilisa ses contacts afin de créer trois autres positions dans trois universités différentes. donnant ainsi deux postes « cadeaux » au président de la commission en échange d'un poste pour son neveu. Le candidat perdit parce que son oncle fut obligé de démissionner à la suite d'un scandale. Ce concours a été considéré comme tellement corrompu qu'il a été dénoncé au parlement et dans les journaux (Froio 1996 : 126-128).



les *concorsi* sont proposés tous les cinq ans, s'engager dans un *concorso* revient à entrer dans un jeu d'attente.

Les carrières dans les universités italiennes débutent souvent plus tardivement qu'en Amérique du Nord, particulièrement si on considère que la plupart des professeurs n'ont pas de doctorat. Par exemple, un étudiant diplômé en 1983, qui voulait effectuer son service militaire l'année suivante (le service est habituellement reporté jusqu'à la fin des études), se présente au *concorso* de 1985 (sans espérer l'obtenir, mais pour commencer à se faire connaître) tout en misant sur le *concorso* de 1990 — sept ans après l'obtention de son diplôme. Comme un candidat furieux me l'a dit après mon inscription au *concorso* de 1990, « nous attendons depuis 15 ans. Tu ne peux pas arriver et nous voler une position. Fais la queue comme tout le monde ». Et, bien sûr, il n'y a aucune garantie que le candidat en attente obtienne le dernier *concorso*. Avec de la persévérance, de la chance, des moyens indépendants et une stratégie gagnante, un diplômé de 1983 peut espérer obtenir le *concorso* de 1995 qui a été, comme c'est souvent le cas, reporté à 1997. Pour les femmes, la situation est légèrement meilleure en raison de l'absence de service militaire obligatoire, avantage toutefois tempéré par le chauvinisme mâle qui sévit au sein de l'université<sup>17</sup>.

Quels que soient les détails particuliers, toutes les stratégies visent à établir une relation solide — et publique — avec un professeur qui pourra éventuellement devenir un patron. On pourrait penser qu'être qualifié serait suffisant, mais c'est souvent considéré comme un premier pas qui n'est toutefois pas nécessaire. Certaines personnes, bien sûr, ne peuvent pas ou n'osent pas s'engager dans les guerres des *concorsi* et espèrent que leurs publications et leur mérite seront récompensés un jour. La plupart sont au chômage. L'apparence d'être bon est plus importante qu'être bon, ce qui signifie une maîtrise de la rhétorique du mérite, celle-ci étant légitimement assimilée lorsque le candidat est félicité, en particulier par les patrons. Il existe, après tout, peu de critères objectifs selon lesquels on peut juger un étudiant prometteur : les diplômés italiens sont généralement « gonflés » (dans certaines facultés près de 25 % de diplômés reçoivent un diplôme équivalent à une note excellente avec mention) et les travaux rédigés sont inexistantes avant la thèse de licence. La thèse est donc le premier gros effort de l'étudiant.

La thèse porte généralement sur un sujet choisi par le professeur et non par l'étudiant. Surchargés de travail, les professeurs qui supervisent des douzaines ou même quelques centaines d'étudiants, donnent plutôt des thèmes en fonction de leurs propres intérêts de recherche qu'en fonction des souhaits ou talents des étudiants. L'étudiant rusé passera donc outre ses propres intérêts de recherche et tentera de faire le meilleur travail possible, ce qui finalement consiste à établir une bibliographie pour son professeur. Cela signifie que, pour superviser sa thèse, l'étudiant est en quête d'un patron qui est professeur. Étant donné que les profes-

17. Ce n'est pas un hasard si les membres de la caste universitaire utilisent la métaphore de la filiation pour en décrire le clientélisme (Simone 1994 : 65) : le patron est le « père » du candidat, qui est la « créature » du patron (mot signifiant « enfant » en italien). La filiation patrilinéaire est un des piliers symboliques de l'idéologie nationaliste (Herzfeld 1987, 1992).

seurs puissants sont très en demande, les étudiants qui optent pour cette stratégie devront parfois attendre un an ou plus avant que leur thèse ne soit supervisée.

La note donnée à la thèse est ajoutée à la moyenne des cours suivis par l'étudiant durant quatre ans afin de déterminer une note générale qui influencera fortement son succès ou son échec dans le monde adulte des *concorsi*. À chaque étape, un bon diplôme est nécessaire mais pas suffisant (un mauvais diplôme exclut tout simplement certaines personnes). Certains n'ont pas beaucoup de scrupules et peuvent se permettre de suivre une seconde stratégie — en achetant une thèse ou la recherche nécessaire — puisque dans un système universitaire avec des bibliothèques lacunaires et qui n'encourage pas le développement d'une attitude indépendante, une « bonne » thèse (et honnêtement écrite) révèle parfois l'existence de moyens financiers permettant de visiter des bibliothèques étrangères.

Tout le monde doit se soumettre au système : un professeur sans pouvoir réécrit souvent une grande partie de la thèse d'un étudiant qui ne peut ou ne veut pas tricher. S'il ne le fait pas, les étudiants riches et malhonnêtes qui ont acheté des thèses ou engagé des chercheurs professionnels et des éditeurs seront injustement avantagés.

Il est important de préciser, comme le fait Pardo (1996), la différence entre, d'une part, ce que l'on considère comme la « nécessité » de jouer le jeu de pouvoir utilisant la manipulation explicite (même cynique) d'un discours de mérite dans le contexte de revendications stratégiques entreprises afin d'entrer à l'université et, d'autre part, l'engagement criminel et même immoral qui parfois recourt aux mêmes actions. Selon Pardo, l'avancement social qui (parfois) suit d'une réaction positive envers les contingences de la vie (pauvreté, manque d'instruments culturels adéquats, etc.) est généralement vu comme un engagement moral légitimé par Dieu, la société et la moralité. Dans son étude des « bas » napolitains (en fait, les personnes vivant dans les rez-de-chaussée des quartiers pauvres), il note que les criminels sont placés dans une catégorie distincte puisque leurs actions — aussi cyniques et intéressées qu'elles soient — ne tiennent pas compte de l'engagement social des individus envers la société comme catégorie générale. Bref, ce n'est pas la qualité de l'action en tant que telle mais l'égoïsme qui distingue le criminel de l'individu manipulant des discours et même des personnes de façon stratégique. Dans les termes utilisés ici, les criminels ne reconnaissent pas l'espace rituel où a lieu la manipulation. Il est important de noter que l'utilisation de stratégies « cyniques » et la manipulation d'un discours de mérite à des fins individuelles sont vues — par les gagnants comme par les perdants — comme les « règles du jeu » de l'engagement social qui sont imposées à la majorité. Elles n'ont rien à voir avec la moralité individuelle. Bref, acheter une thèse est immoral, sélectionner son professeur en vue de ses qualités de patron ne l'est pas.

Qu'un étudiant soit « honnête » ou « malhonnête », la compétition reste intense, car une bonne thèse sera publiée ; c'est-à-dire que quelques copies seront imprimées et reliées aux frais de l'université, et la publication qui s'ensuit devient un avantage indéniable en vue des futurs *concorsi*. Bref, à ce stade, il n'y a véritablement qu'un seul outil qui mesure la performance de l'étudiant et que les étudiants peuvent manipuler à leur avantage. En outre, étant donné l'énorme travail

que requiert la supervision de thèses (les étudiants sont inexpérimentés en recherche et en rédaction), chaque professeur a avantage à donner aux étudiants un sujet qu'il ou elle est capable de traiter — à se simplifier la tâche en d'autres mots. Pourtant, il est dans l'intérêt de l'étudiant de complexifier sa thèse, d'investir autant de temps et d'argent que possible, de telle sorte que le professeur trouve la thèse personnellement utile et se sente donc obligé de promouvoir la carrière de l'étudiant. Une partie de cette complexification de la thèse est, si l'étudiant en a les moyens, de faire la recherche à l'étranger. En bref, la meilleure thèse porte sur un sujet ésotérique, se base sur une recherche menée à l'étranger et intéresse le professeur par son utile bibliographie.

Depuis le début des années 1980, la plupart des diplômés qui souhaitent poursuivre une carrière universitaire doivent intégrer un programme de doctorat s'ils veulent avoir une chance réaliste de succès. L'admission s'effectue par voie nationale de *concorsi*, tout comme l'accession au niveau supérieur de *ricercatore* (« chercheur » ou assistant de professeur). Bien que ces deux *concorsi* soient essentiellement déterminés au niveau de l'université, les commissions de sélection incluent des membres des autres universités. Le président de la commission est toujours le directeur du département et les autres membres peuvent rarement imposer leur propre candidat. C'est ici que les faveurs sont échangées et mémorisées pour resurgir lors du premier *concorso* sérieux, celui de l'agrégation.

### Stratégies subséquentes

Après avoir obtenu une bourse ou un poste de *ricercatore*, il est temps de passer à la phase sérieuse de la carrière universitaire : le *concorso* d'agrégation. J'aimerais présenter plusieurs exemples de stratégies ayant fait leurs preuves et qui utilisent toute la dynamique classique des relations patron/client.

Un jeune lauréat du *concorso*, un *ricercatore*, a obtenu de son université le financement d'un livre qu'il avait écrit. Des fonds lui furent alloués et un éditeur vite trouvé. Puisque l'Italie a beaucoup de maisons d'édition, la plupart n'étant pas plus importantes qu'une librairie possédant une imprimerie dans l'arrière-boutique, il est relativement aisé de se faire publier. L'offre de fonds (donnés directement ou garantissant l'écoulement du stock par la vente de l'ouvrage aux étudiants) signifie que certaines publications universitaires ne sont pas évaluées par des comités de pairs<sup>18</sup>. Les questions légales sont simples : cinq copies du manuscrit sont éditées (en utilisant aujourd'hui des logiciels d'édition), reliées et soumises à la *Questura* et à la *Prefettura*<sup>19</sup>. Ces cinq copies définissent légalement un ouvrage publié. Les manuscrits, même accompagnés de lettres et de contrats avec des maisons d'édition reconnues, ne sont pas acceptés, car il est en effet

18. Les professeurs établissent souvent des cahiers de recherche sans comité de pairs dans une tentative de favoriser le nombre de publications de leurs étudiants. Par exemple, dans les années 1970, il y avait onze revues de sociologie pour treize titulaires dans la discipline (Clark 1977 : 81).

19. La *Questura* est la branche civile de la police militaire, et la *Prefettura* est la branche administrative de la police.

connu que les candidats jettent un peu n'importe quoi sur papier (notes de cours, premières ébauches et traductions de livres entiers publiés par d'obscurs éditeurs étrangers) et le soumettent à un comité avec la lettre d'un ami déclarant que la publication dans un journal X avec l'éditeur Y est imminente. À l'instar du nombre de postes légalement limités, les formalités de définition d'une œuvre publiée favorisent la « corruption » de la publication scientifique : n'importe qui devient écrivain avec un traitement de texte et une imprimante laser. Et plus le candidat attend, plus il peut espérer un nombre d'ouvrages potentiels élevé (s'il suit la stratégie de « publication instantanée ») ou publiés dans des revues savantes avec comité de pairs.

Une stratégie similaire tire son avantage d'un autre aspect du formalisme, nécessaire pour maintenir la rhétorique du mérite. Par exemple, les articles d'un jeune lauréat (qui avait gagné son *concorso* avant même d'avoir terminé son doctorat) contenaient systématiquement des citations et des références à tous les professeurs susceptibles de figurer dans le comité du *concorso*, et excluaient toute référence aux candidats improbables. Cette stratégie n'est pas moins basée sur les louanges adressées aux professeurs qu'elle n'est une déclaration publique devant un auditoire professionnel lisant dans ces textes la filiation du candidat à tel professeur/patron particulier ou à un réseau de patrons. Une affiliation intellectuelle continue force la main du patron, puisqu'elle, ou il, doit alors se conformer à la déclaration publique du statut de client avec un comportement patronal approprié, à moins d'affaiblir sa position stratégique vis-à-vis de ses pairs. Citer des œuvres en forme de manuscrit non publié est une déclaration publique particulièrement forte de l'importance de la relation (seuls les privilégiés ont accès aux manuscrits) et, compte tenu du système de publication italien, c'est une manière de s'assurer que son travail est lu.

Un autre candidat victorieux recourut à une variation sur le thème du jeu de la citation : il écrivit un livre et y inscrivit le nom de son patron comme coauteur. Ici, comme c'est souvent le cas, le client plus jeune et professionnel (comme je l'ai mentionné, les plus vieux professeurs n'ont souvent pas de doctorat) est plus érudit et a davantage écrit que son patron. Une stratégie similaire fut utilisée par un autre candidat qui proposa d'éditer un livre de 300 pages basé sur les conférences que son patron avait personnellement financées. Le patron réussit à écrire une introduction en quatre pages et reçut les louanges pour l'ouvrage complet. Le candidat remporta le *concorso* mais pas dans l'université qu'il espérait — pour des raisons qui n'ont rien à voir avec l'absence de soutien de la part de son patron.

Une autre stratégie consiste à faire une bonne partie du travail administratif et organisationnel du patron. Un candidat ayant réussi suivit cette stratégie durant quelques années et, comme le candidat précédent, édita plusieurs livres sous le nom de son patron. Le patron contribua à l'introduction du livre, et obtint une bonne presse pour l'ouvrage tandis que le candidat fut mentionné dans les remerciements et fut en fin de compte promu. Dans ce cas, le patron-professeur est réputé et respecté ; le client-candidat est suffisamment pressé d'éditer les livres parce qu'il ne pourrait jamais s'associer à des noms de prestige pour ses propres travaux. Étant donné le manque relatif de formation formelle dans le système

italien, plusieurs jeunes pleins d'espoir sont pressés de faire ce genre de travail qui représente un moyen d'apprendre et d'obtenir une expérience professionnelle. Mais le revers de la médaille est que les professeurs détestent, bien évidemment, perdre des « assistants » efficaces en appuyant leur promotion.

Une variation sur le thème consiste à donner des cours qui augmentent le pouvoir du patron ; par exemple, un patron peut suggérer un cours ou un programme utile pour l'université alors qu'il est trop occupé pour donner le cours lui-même. Ces cours deviennent les propres cours du patron, un petit empire qui augmente sa position de pouvoir lors des réunions des conseils de sa faculté. Un candidat s'empressera alors de se porter volontaire pour donner le cours, en priorité et en plus de ses tâches habituelles. De tels travaux d'enseignement sont souvent bénévoles ou peu payés.

Le véritable stratagème gagnant, le seul qui peut valider et sous-tendre les précédentes stratégies, consiste à avoir un patron au comité, quelqu'un qui est prêt à défendre un candidat en particulier lors des réunions. Comme un professeur me l'a dit, « la seule façon de gagner un *concorso* est d'avoir votre professeur assis à la table du comité et qui déclare, "je ne bougerai pas de cette chaise tant que vous ne donnerez pas le poste à X" », ce qui veut dire sûrement qu'il ou elle restera absolument intraitable lors des négociations jusqu'à obtenir satisfaction. Les patrons ne sont cependant pas tous des mini-*mafiosi* qui manipulent les *concorsi* avec sang-froid, pour leurs propres intérêts. L'un d'entre eux, très puissant politiquement dans le monde universitaire, m'a dit qu'un candidat était si bon qu'il allait siéger au comité afin de s'assurer qu'il serait reçu (mais il ne siégea pas au comité et ses collègues ne votèrent pas pour son candidat ; rusé, celui-ci avait suivi d'autres stratégies et il est maintenant doyen). Le résultat d'un ensemble de règles complexes est un système ouvert à la manipulation des deux extrêmes, l'« honnête » et le « malhonnête » ; la manipulation qui tombe dans le champ rhétorique du mérite (le « malhonnête ») et la manipulation qui n'y tombe pas (l'« honnête »).

Après la date limite de candidature pour le *concorso*, des noms de professeurs sont tirés au sort parmi tous les professeurs titulaires de la discipline. Le nombre de noms choisis reste encore important à ce stade. Tous les professeurs titulaires sont censés voter pour la sélection des membres qui composeront le comité, à condition qu'aucun professeur n'émette de jugement à la place d'un supérieur : seuls les professeurs titulaires, les *prima fascia*, peuvent remplacer au sein du comité des professeurs titulaires. Cependant, les professeurs peuvent émettre un jugement sur leurs pairs potentiels de telle façon qu'un comité typique pour le concours d'agrégation puisse être composé, comme le mien, de cinq professeurs titulaires et de quatre agrégés.

Si le nom d'un patron n'est pas tiré au sort, on ne peut évidemment pas y faire grand-chose ; mais dans mon *concorso*, la liste initiale contenait vingt-quatre noms, à peu près le tiers de tous les anthropologues professionnels et universitaires en Italie. Le tirage au sort est suivi d'un vote où le nombre final de membres du comité est sélectionné ; habituellement, il y a un membre pour dix candidats. Dans le contexte de la rhétorique étatique basée sur la démocratie, le vote légitime

le champ du mérite des professeurs et des candidats. On peut difficilement se plaindre (même si tous le font) d'un comité « corrompu » lorsque celui-ci a été élu ; comme on peut se réfugier dans la rhétorique de l'« honnêteté » et de l'« intégrité » si on échoue<sup>20</sup>.

Après avoir été sélectionnée au hasard pour un *concorso*, un professeur — femme — reçut plusieurs appels téléphoniques lui demandant si elle voulait siéger au comité. On lui proposa ouvertement d'appuyer sa candidature si elle acceptait (elle refusa). Un patron déterminé, s'il est nommé, essaiera d'être élu et tentera de se rallier les membres non élus de la profession. Un professeur sans candidat à appuyer, comme dans cet exemple, peut parfois être recruté pour son vote supplémentaire en échange de considération future lorsqu'un de ses protégés tentera le *concorso*.

Il y a ainsi trois parties dans le comité du *concorso* : des patrons appuyant des candidats sûrs de gagner (ou les représentants de tels patrons qui n'ont pas été sélectionnés lors du tirage au sort) ; des professeurs qui suivent la *linea* (« ligne ») d'un patron mais qui n'ont pas leur propre candidat, et ceux qui n'ont pas de camp, qui ont été élus simplement parce qu'ils sont perçus comme faisant contrepoids à un bloc trop ouvertement partisan. Il y a aussi des professeurs qui peuvent avoir été élus par des membres d'une faction opposée qui n'ont pas réussi à contrôler le comité. Ceux-ci sont relativement rares puisque la majorité des postes sont demandés ou créés pour des candidats présélectionnés, et un professeur membre d'une faction opposée, mais qui n'a pas de candidat particulier, hésiterait à se lancer dans une lutte de pouvoir sans bénéfices immédiats en vue. Empêcher l'action d'une autre faction est parfois satisfaisant en soi, mais renforcer des jalousies professionnelles par obstructionnisme n'est généralement pas considéré comme valant la peine : puisque les *concorsi* se tiennent tous les cinq ans, il y a trop de rajustements politiques possibles et suffisamment de temps pour nourrir une véritable revanche, pour adopter une simple tactique aveugle d'opposition sans stratégie positive visant des gains clairement définis.

Je n'examinerai pas ici la dernière étape de l'évaluation des candidats ; cela ne serait pas pertinent puisqu'il n'y a plus grand-chose que le candidat ou le comité puisse faire — le rituel est figé et la conclusion connue. Deux exemples suffisent : deux ans avant que la décision finale ne fût prise, un doyen puissant me révéla le nombre de candidats lauréats par professeur du comité. Deux ans plus tard, lorsque l'affaire fut conclue, les chiffres et les noms correspondaient parfaitement. Un autre candidat, habitant à l'extérieur de Rome, demanda à une amie de demeurer chez elle le temps des examens du concours (durant deux jours). Elle

20. Il existe évidemment toujours l'élément de hasard dans la sélection, mais plusieurs professeurs m'ont confié qu'il existait des moyens de s'assurer d'une commission complaisante. Je n'ai aucune preuve directe, mais une personne m'a dit qu'un concours était truqué à la procédure de sélection : les billets avec les noms des candidats présélectionnés étaient placés dans un congélateur pendant plusieurs heures, puis déposés dans le panier avec les noms des autres candidats. Devant des témoins du ministère, le préposé (corrompu préalablement) a simplement choisi les morceaux de papier plus froids.

fut bien sûr d'accord mais, une fois le téléphone raccroché, elle effaça systématiquement tous les commentaires écrits en marge des livres de sa bibliothèque afin de ne pas révéler ses opinions politiques sur les membres du comité.

## Conclusion

Ce que je viens de décrire ne sont pas que de simples stratégies ; chaque engagement pris par un individu dans un milieu professionnel s'inscrivant dans un champ institutionnel, que ce soit en Italie ou au Canada, demande une certaine planification et une prévoyance. Les exemples que j'ai mentionnés ne sont pas plus calculateurs ou sordides que ceux d'un étudiant canadien diplômé de ma connaissance qui a préparé une liste des professeurs de toute l'Amérique du Nord travaillant dans son domaine et qui seront probablement morts ou retraités au moment de son entrée sur le marché du travail.

J'aimerais souligner quelques aspects : 1) les stratégies ne diffèrent pas d'une discipline à l'autre ; 2) le patronage est, dans une certaine mesure, poussé par le « bas », par les clients, autant que ses règles sont dictées par les patrons ; 3) le choix des stratégies est très limité ; 4) dans un positionnement stratégique, une rhétorique du mérite offre, par la façon dont elle est utilisée et définie par tous les acteurs de champ rituel, une légitimité ; 5) tous les candidats optent pour les mêmes stratégies, qu'ils se considèrent comme « honnêtes » et « moraux » ou comme « réalistes » ou « rusés » — les motivations personnelles ne comptent pas ; 6) même (lire « surtout ») à l'intérieur de cet espace rituel de compétition stratégique, il y a des règles — la pensée stratégique sensibilisée aux nuances du pouvoir fait partie du jeu (et même définit le jeu), les machinations machiavéliques sont « malhonnêtes » et « immorales ».

Au fond, il y a deux approches standard expliquant la ritualisation : premièrement, le drame social (dans le sens de Turner) que j'ai décrit, peut être vu comme une sorte d'anti-structure dont les éléments limités soulignent métaphoriquement une idéologie plus importante et plus acceptable du mérite weberien démocratiquement approuvé ; dans ce cas, la ritualisation du travail intellectuel sous la forme de stratégies calculatrices, liée à un champ idéologique spécifique (le mérite), est nécessaire pour souligner son rôle dans une anti-structure qui légitime d'autres aspects plus importants des mythes politiques italiens.

Deuxièmement, le champ culturel particulier que j'ai présenté (l'habitus bourdieusien du clientélisme dans les universités) pourrait être compris comme une partie néo-durkheimienne d'un ensemble plus vaste dont la ritualisation transforme ce champ spécifique en une énonciation hautement synthétique d'une partie pour le tout, comme le bétail des Nuer. Dans cette optique, les *concorsi* sont des allégories et métonymies de la vie, ou au moins des aspects de la vie qui impliquent des symboles nationaux.

Je voudrais suggérer une troisième approche : l'espace rituel est nécessaire comme champ sémantique neutre et dénaturé pour réconcilier les intérêts individuels. Quand les idéologies étatiques ne sont pas particulièrement utiles dans la définition du champ, les individus ritualisent et dénaturent les actions disponibles

et les formations de pensée afin de créer ce champ auto-référentiel et universellement accommodant.

L'analyse de l'exemple ethnographique que j'ai décrit n'est pas particulièrement facilitée par la tentative de définition du « rituel » et la décision de savoir si le complexe de comportements et d'attitudes entre dans cette définition. L'anthropologie n'a pas communément accepté les définitions du rituel comme le montre Lewis (1988 : 9). Pourtant, il ne fait aucun doute que les attitudes et les comportements décrits sont, dans un sens minimal, « ritualisés » et définissent un champ spécial d'actions sans référents immédiatement évidents : aucune stratégie, seule ou combinée avec d'autres, n'est une garantie de succès puisque tout le monde utilise le même rituel (c'est-à-dire utilise les mêmes stratégies et cite la même rhétorique). Et comme la divination naskapi (Moore 1965) dans laquelle la position sociale au sein du groupe ne doit pas être menacée par les prédictions précises d'un simple individu, c'est la peur du succès autant que la peur de l'échec qui motivent les personnes à entreprendre une série de stratégies particulières qui, en temps normal, échoueraient dans les autres domaines comportementaux et qui seraient, en presque tous les cas, niées si elles étaient discutées publiquement : un lauréat du *concorso* ne peut pas se vanter d'avoir gagné à la suite d'une stratégie particulière, mais plutôt grâce à des actions semblant avoir été inspirées par une recherche de louanges méritées. Donner une légitimité instrumentale à une stratégie particulière revient à la retirer de son champ rituel et donc à affaiblir ou détruire l'espace rituel dans lequel le candidat a établi son identité publique.

Ce que j'ai décrit est la construction de la « vérité » dans le sens envisagé par Giambattista Vico, c'est-à-dire que tous les joueurs de ce jeu, du plus répréhensible au plus louable, participent à la même rhétorique dans des conditions différentes afin de la vider de tout son sens et de la transformer en icône de vérité littérale (Herzfeld 1997) : la victoire est méritée par les talents de tout un chacun. Si des politiques sordides sont utilisées, c'est parce que des candidats moins méritoires sont capables d'y faire appel, forçant ainsi les autres candidats à y recourir. Le mérite, dans ce sens, répond à la description que fait Abélès (1995) de l'Europe en tant qu'espace imaginaire, donc possédant une capacité d'accueil infinie. Mais en même temps, les stratégies prennent le statut du « linge sale mais légitime » (pour adapter la description de Herzfeld).

Le mérite, en étant évoqué universellement pour couvrir tous les aspects pratiques de l'action, se vide de son contenu sémantique. En d'autres termes, en augmentant ses référents, son sens devient tellement large qu'il en devient absurde. Par ailleurs, l'action et le sens pratique sont constitués à l'intérieur de limites très strictes, aussi strictes que le sens de la rhétorique du mérite est vaste. Mon hypothèse est que ce sont le champ restrictif d'actions et la nature gestuelle des stratégies qui ritualisent les stratégies clientélistes, diminuant le sens pratique et en même temps vidant la rhétorique du mérite de tout contenu. Le discours de rhétorique, à travers son utilisation dans le rituel politique du *concorso*, est transformé en un champ de non-sens qui est applicable à n'importe quelle histoire individuelle, de telle sorte que lorsqu'il est invoqué dans une situation particulière, il devient une non-vérité littérale. Vraie ou fausse (et les qualités méritoires d'un



lauréat sont toujours tenues pour « vraies » en vertu de l'idéologie étatique et « fausses » lorsqu'elles sont encadrées par l'action sociale individuelle), l'utilisation du mérite devient un concept « essentialisant » d'une telle rareté et d'une telle pureté qu'elle doit être modifiée par les acteurs qui l'invoquent.

## Références

- ABÈLÈS M., 1995, *En attente de l'Europe*. Hachette, Paris.
- ALBERA D., 1988, « Open Systems and Closed Minds. The Limitations of Naivety in Social Anthropology — A Native's View », *Man*, 23 : 435-452.
- BELMONTE T., 1979, *The Broken Fountain*. New York, Columbia University Press.
- BLOCH M., 1989, « From Cognition to Ideology » : 106-136, in *Ritual, History and Power: Selected Papers in Anthropology*. London, The Athlone Press.
- BLOK A., 1974, *The Mafia of a Sicilian Village, 1860-1960*. Oxford, Basil Blackwell.
- BRANDES S., 1987, « Reflections on Honor and Shame » : 121-134, in D. Gilmore (dir.), *Honor and Shame. The Unity of the Mediterranean*. Washington, American Anthropological Association, Special Publication n° 22.
- BURKE P., 1988, *The Historical Anthropology of Early Modern Italy. Essays on Perception and Communication*. Cambridge, Cambridge University Press.
- CAMPBELL J. K., 1987, *Honour, Family and Patronage. A Study of Institutions and Moral Values in a Greek Mountain Community*. Londres, Clarendon Press.
- CLARK B. R., 1977, *Academic Power in Italy, Bureaucracy and Oligarchy in a National University System*. Chicago, University of Chicago Press.
- COHEN D., 1991, « The Augustan Law on Adultery » : 109-126, in David I. Kertzer et R. P. Saller (dir.), *The Family in Italy. From Antiquity to the Present*. New Haven, Yale University Press.
- COOMBE R., 1990, « Barren Ground. Re-conceiving Honour and Shame in the Field of Mediterranean Ethnography », *Anthropologica*, XXXII : 221-238.
- DI BELLA M. P., 1992, « Home, Blood and Miracles. The Claims to Renown in Traditional Sicily » : 153-165, in J. Pitt-Rivers et J. G. Peristiany (dir.), *Honor and Grace in Anthropology*. Cambridge, Cambridge University Press.
- FORGACS D., 1990, *Italian Culture in the Industrial Era. Cultural Industries, Politics and the Public*. Manchester, Manchester University Press.
- FOSTER G., 1965, « Peasant Society and the Image of Limited Good », *American Anthropologist*, 67 : 293-315.
- FROIO F., 1996, *Le mani sull'università*. Rome, Editori Riuniti.
- GEERTZ C., 1983, *Local Knowledge. Further Essays in Interpretative Anthropology*. New York, Basic Books.
- GILMORE D. (dir.), 1987, *Honor and Shame and the Unity of the Mediterranean*. Washington, American Anthropological Association, Special Publication n° 22.
- GIORDANO C., 1986, « Between Theoretical Discourse and Empirical Fictions », *Critique of Anthropology*, 6 : 83-88.

- HERZFELD M., 1987, *Anthropology Through the Looking Glass. Critical Ethnography in the Margins of Europe*. Cambridge, Cambridge University Press.
- , 1992, *The Social Production of Indifference. Exploring the Symbolic Roots of Western Bureaucracy*. New York, Berg Publishers.
- , 1997, *Cultural Intimacy. Social Poetics in the Nation-State*. New York, Routledge.
- KEARNEY M., 1996, *Reconceptualizing the Peasantry. Anthropology in Global Perspective*. Boulder, Westview Press.
- KOROVKIN M., 1988, « Exploitation, Cooperation, Collusion. An Inquiry into Patronage », *Archives Européennes de Sociologie*, XXIX : 105-126.
- LEWIS G., 1988, *Day of Shining Red. An Essay on Understanding Ritual*. Cambridge, Cambridge University Press.
- MOORE O. K., 1965, « Divination — A New Perspective », *American Anthropologist*, 59 : 69-74.
- PANDOLFI M., 1998, « Two Italies. Rhetorical Figures of Failed Nationhood » : 285-291, in J. Schneider (dir.), *Italy's Southern Question. Orientalism in One Country*. New York, Berg.
- PARDO I., 1989, « Life, Death and Ambiguity in the Social Dynamics of Inner Naples », *Man* 24, 1 : 103-123.
- , *Managing Existence in Naples. Morality, Action and Structure*. Cambridge, Cambridge University Press.
- PERISTIANY J. G. (dir.), 1966, *Honour and Shame. The Values of Mediterranean Society*. Chicago, Chicago University Press.
- PERISTIANY J. G. et J. PITT-RIVERS (dir.), 1992, *Honor and Grace in Anthropology*. Cambridge, Cambridge University Press.
- PINA-CABRAL J. de, 1989, « The Mediterranean as a Category of Regional Comparison. A Critical View », *Current Anthropology*, 30 : 399-406.
- REMOTTI F., 1986, *Antenati e antagonisti. Consensi e dissensi in antropologia culturale*. Bologna, Il Mulino.
- RONIGER L., 1983, « Modern Patron-Client Relations and Clientelism. Some Clues from Ancient Republican Rome », *Archives Européennes de Sociologie*, XXIV : 63-95.
- SAUNDERS G. R., 1984, « Contemporary Italian Cultural Anthropology », *Annual Review of Anthropology*, 13 : 447-466.
- SILVERMAN S., 1975, *Three Bells of Civilization. The Life of an Italian Hill Town*. New York, Columbia University Press.
- SIMONE R., 1994, *L'università dei tre tradimenti*. Rome, Laterza.
- THEOBALD R., 1983, « The Decline of Patron-Client Relations in Developed Societies », *Archives Européennes de Sociologie*, XXIV : 136-147.
- TURNER V., 1969, *The Ritual Process. Structure and Anti-Structure*. Londres, Routledge and Kegan Paul.
- WILLIAMS B., 1991, « Introduction », in B. Williams (dir.), *The Politics of Culture*. Washington, Smithsonian Institution Press.

## RÉSUMÉ/ABSTRACT

*Mérite et patronage en milieu « moderne ». Les rituels politiques de victoire et d'échec dans les universités italiennes*

Cet article propose une réflexion sur les rituels de pouvoir dans les universités italiennes. L'analyse de tels rituels se base sur la ressemblance formelle (mais pas substantive) entre rituel et idéologie, chacun transportant, transmettant et inculquant un sens dont la portée est restreinte par le champ limité de référents disponibles pour chaque action, déclaration ou croyance. Un point secondaire que je tente d'établir est que les effets souvent attribués au rituel émergent autant du bas de l'échelle sociale que du haut, créés par les stratégies politiques d'individus qui cherchent à légitimer leurs positions en se situant eux-mêmes dans un discours (fabriqué) particulier dont les principales caractéristiques s'apparentent à celles du mythe : le rituel est, en général, auto-référentiel et sacrifie la précision du sens aux dépens de la congruence de ses composants, et, en tant que tel, son sens peut facilement s'appliquer à des contextes très différents les uns des autres. Finalement, je distingue la pensée stratégique utilisée à l'intérieur du champ rituel de la moralité.

Mots clés : Lanoue, rituel, politique, université, idéologie, Italie

*Merite and Patronage in a « Modern » Sector. Political Rituals of Victory and Loss in Italian Universities*

This article examines the rituals of power in Italian universities, particularly in the context of the ideology-derived value of merit that suffuses all Italian government institutions such as universities. I also argue that the « system » is bottom-driven and not merely at the service of elite control of institutions, the result of individual strategies of social positioning. The result is ritual as myth : it is largely self-referential and sacrifices meaning in favour of the congruency of its elements, creating a semiotically neutral field that can « work » in many different domains. Finally, I discuss strategic thought within the ritual field in its relation to morality.

Key words : Lanoue, ritual, politics, university, ideology, Italy

Guy Lanoue  
 Département d'anthropologie  
 Université de Montréal  
 C.P. 6128, Succursale centre-ville  
 Montréal  
 Québec H3C 3J7